



19 janvier 2010

*Suppressions d'emploi dans les trois fonctions publiques, casse du statut avec la « mobilité », projet de loi Chatel contre les lycées...*

## **S'UNIR POUR FAIRE RECULER LE POUVOIR EN 2010!**

*En 2009, la défense des services publics a constitué un point fort du développement de la convergence des luttes.*

*Elle a été au centre des journées de grève et de manifestations géantes des 29 janvier et 19 mars. Une mobilisation s'étendant à toute la communauté hospitalière a affronté la loi Bachelot, adoptée à la faveur de la diversion des élections européennes, et se consolide contre son application. La population a exprimé massivement, par millions, son opposition à la privatisation de La Poste, où se développent aujourd'hui des dizaines de luttes locales contre les « restructurations ». Pour ne citer que ces exemples.*

*Redoutant la coïncidence des luttes, le gouvernement a reporté son attaque contre les lycées. Elle revient cette année, à peine ripolinée, avec le projet de loi Chatel visant à dégrader l'offre publique d'enseignement, à creuser les inégalités entre établissements...*

*A nouveau en 2010, 36.000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat, dont 16.000 à l'éducation nationale sont programmées, 6.000 dans les hôpitaux. 135.000 emplois auront été détruits depuis 2007 : une véritable saignée !*

### **DES CHIFFRES ELOQUENTS:**

**396,7 millions d'euros: le coût de la guerre en Afghanistan**

derrière l'OTAN et les USA prévu en 2010/400 millions d'euros : c'est exactement ce que représente la suppression des 16.000 postes dans l'Education nationale.

**578 millions d'euros (en 2008), c'est ce qu'ont récupéré les plus riches avec le « bouclier fiscal »**

Cela représente exactement le déficit fabriqué des hôpitaux publics (575 millions en 2008 – moins en 2009) au nom duquel on ferme structures de proximité, services, emplois...

**La baisse de la TVA sur la restauration prive l'Etat de 2,4 milliards d'euros** par an pour un bénéfice négligeable sur l'emploi et les salaires.

Le gouvernement a accordé un **plan d'aide de 6 milliards d'euros aux firmes automobile** qui délocalisent de plus bel.

Toujours plus exorbitantes : **les exonérations de cotisations sociales patronales atteindront 33,2 milliards d'euros en 2010 !**

C'est à la fois le symbole et l'instrument majeur d'une politique de sabotage des services publics de l'Etat. L'application de la loi prétendument sur la « mobilité » des fonctionnaires en est un autre, cassant un pan du statut de la fonction publique et remettant en cause la garantie de l'emploi. La réforme territoriale, complétant une décentralisation dévoyée, va accentuer la pénurie de moyens, la remise en cause des missions publiques.

**La mise en échec du plan de suppressions d'emploi, la défense du statut, l'opposition au projet de loi Chatel, bien sûr la question des salaires peuvent être, dans la multiplicité des attaques tous azimuts, des axes fédérateurs en 2010 des luttes de chaque secteur de la fonction publique contre la casse de ses moyens et de ses missions.**

***Pour commencer à gagner, à inverser cette politique.***

**Les prétextes avancés par le pouvoir pour justifier sa politique n'en finissent pas de tomber.**

Malgré le support massif des media à sa botte, il ne gagne pas la bataille des idées.

Comment justifier de supprimer des postes d'enseignants alors qu'il en manque déjà et que le nombre d'élève va augmenter ? Au lieu des gains de productivité annoncés, c'est purement la disparition de missions de service public, par exemple avec la casse de la DGCCRF (répression des fraudes).

**Le dogme du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux ne repose sur rien de rationnel.** Même Philippe Seguin avait constaté qu'il s'agissait d'une disposition «dictée par des considérations budgétaires de court terme », résultant d'une « démarche purement quantitative » avant de dénoncer le « renchérissement des coûts » lié à l'externalisation de missions au privé.

.../...

Le gouvernement fait pression pour imposer sa logique aux collectivités territoriales :

**La subir ? Y résister, comme les communistes le proposent ?**

**Ou la devancer, comme Jean-Paul Huchon, président de région sortant d'Ile-de-France :**

Extrait de son livre de 2008 « De battre ma gauche s'est arrêtée » :

**« Il faudra quand même, un jour, oser poser la question de la régionalisation de l'Education nationale. Je sais bien que je brise, là, un tabou fondamental de la gauche, mais on vient de nous confier les personnels techniques, on va certainement nous confier dans la foulée les personnels administratifs, c'est-à-dire les intendants et les personnes qui font tourner la boutique, qu'est-ce qui empêche que l'on nous confie les professeurs dès lors qu'il existe toujours des programmes élaborés au plan national par une cellule de prospective intelligente de l'Education ? Franchement, je ne vois rien qui puisse s'opposer à cette mutation ! » - p 125**

**« Il n'y a aucune raison que des milliers de fonctionnaires de la recherche relèvent de l'Etat » - p 137**

Qu'est-ce qui peut bien justifier que la municipalité de Bertrand Delanoë externalise la collecte des ordures dans 3 nouveaux arrondissements, supprime 58 emplois dans les services du nettoyage ?

L'argument de la soi-disant « contrainte budgétaire » tient encore moins après une année de distribution de milliards d'euros aux banques, aux grands groupes privés, au nom de la « crise ».

Voir les quelques chiffres éloquentes, page précédente.

### **Les objectifs réels de la RGPP, la « Révision générale des politiques publiques », de la loi sur la mobilité, de la réforme territoriale... sont ailleurs.**

- **Faire récupérer au patronat et au capital des milliards d'euros en cadeaux fiscaux et exonérations.**

- **Externaliser, privatiser toujours plus de nouvelles activités pour nourrir le profit privé**, aux dépens du service public. L'attribution du suivi de 320.000 chômeurs pour 470 millions d'euros à des cabinets privés et autres firmes d'intérim, aux dépens du pôle emploi, tourne au scandale. Pour les « libéraux », une activité à l'hôpital public est un coût mais la même dans une clinique privée, c'est un élément du chiffre d'affaires !

- **Casser les références sociales que comporte le statut de la fonction publique pour tous les salariés du public et du privé.**

- **Casser l'esprit de service public, les principes de neutralité des agents, d'égalité de traitement, de gratuité** qui sont antinomiques avec les « valeurs » de la loi du profit. La dégradation extrême des conditions de travail, de la santé au travail, suivant l'exemple de France Télécom résultent grandement du dévoiement du sens du service public. Pensez qu'un service spécial a été créé aux impôts pour solliciter les riches qui ne pensent pas à profiter de leur « bouclier fiscal ». La culture, la recherche fondamentale, les investissements à long terme comptent parmi les premières victimes de cette logique marchande.

**Pour toutes ces raisons, les luttes de la fonction publique, de l'ensemble des services publics concernent les salariés du privé, du public, les retraités, les lycéens, les étudiants, peuvent et doivent rassembler très largement.** En cassant le service public, c'est les bases du développement social et économique de notre pays, de son « modèle » social que le gouvernement veut saper.

**Les possibilités d'unité d'action contre les suppressions d'emploi, pour l'Education nationale, contre la casse des statuts, avant la nouvelle attaque générale prévues contre les retraites, sont considérables.**

Communistes, nous consacrons tous nos efforts à cet objectif. Tout est fait, notamment par la personnification du pouvoir avec Sarkozy, pour détourner l'attention vers des combinaisons politiciennes en vue de 2012.

**Pour nous, l'alternative politique se trouve d'abord, actuellement dans les luttes, dans la construction des convergences d'action, de l'unité des travailleurs** à la base que les échéances électorales doivent, seulement ensuite, relayer le mieux possible.

## **Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !**

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENVOYER A PCF , 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf.15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.org/>